

## *Le capitalisme n'est pas réformable !*

### • Que tombent les masques...

Ces dernières années le pouvoir a changé de visage. Non pas qu'il n'ait pas toujours été du côté de la bourgeoisie et qu'il n'ait pas toujours servi ses intérêts, mais jusqu'à présent il essayait de rendre l'exploitation des travailleurs supportable en leur jetant quelques miettes de la productions pour essayer de rendre cette exploitation acceptable.

Avec l'émergence du néolibéralisme comme idéologie dominante cette gestion hypocrite a été remise en cause. Avec sarko et sa clique, place au capitalisme sauvage et à ses méthodes de voyous, comme le chantage : cotisez plus longtemps sinon vous n'aurez plus de retraites, faites 40 heures payées 35 sinon on délocalise...

Dernièrement une nouvelle étape dans la répression a été franchie (sans parler de la prolifération de flics dans les rues, dans les établissements scolaires ou les lieux publics) : on constate une répression accrue des mouvements sociaux, des gaziers de GrDF aux cheminots de la gare St-Lazare, en passant par les étudiants et les paysans communistes de la creuse.

Tous les moyens sont bons : bavures policières, actions en justice, déclarations méprisantes des politiciens (chiens de garde du capital), mise au pas des médias, etc. Toute forme de révolte est criminalisée. Dans leur bouche le sabotage devient du terrorisme, la grève devient une prise d'otage ou une lutte corporatiste et la révolte de ceux qui en ont marre d'être exploités devient de la violence aveugle. Il est nécessaire aujourd'hui de faire front-uni contre ceux qui veulent transformer en zombies à leur service.

### • Pour faire baisser vos frais de cordonnier...

La seule réponse proposée par les centrales syndicales au mécontentement général, c'est une randonnée tout les 2 mois en espérant qu'à force les gens se lassent... Le pire c'est que ça marche. Pour ceux qui en doutaient encore les organisations syndicales réformistes sont du côté des capitalistes (leur place de partenaires sociaux leur va très bien) et nous ne pouvons compter que sur nous-même pour organiser nos luttes.



### • Auto-organisons nos luttes !

Il est nécessaire de remplacer l'attentisme vis-à-vis des directions syndicales (qui nous mystifient de rencontres en réunions avec le pouvoir) par l'organisation à la base. Chacun doit devenir acteur de la lutte, les décisions doivent être prises collectivement, les mandats impératifs et révocables doivent remplacer un éventuel représentant, qui ne fera que ce qui lui chante. Chacun doit être maître de son destin et agir directement, sans l'intermédiaire de médiateurs, de diplomates ou de négociateurs.

La grève classique (débrailage, journée d'action, blocage temporaire,...) n'est plus aujourd'hui un mode d'action efficace : les stocks que l'entreprise n'arrive plus à écouler à cause de la crise lui permettent de tenir, pendant ce temps là ceux qui luttent épuisent leurs maigres ressources en déchargeant l'entreprise du poids des salaires. Cette stratégie ne peut que conduire droit dans le mur. Le seul langage que comprenne la bourgeoisie, c'est celui du tiroir-caisse ! Il faut donc taper là où ça fait mal : blocage des axes de communications et par la même des marchandises, réquisitions des stocks pour financer la grève, autoréduction dans les supermarchés pour manger, sabotage de l'outil de travail et des voies de communication,... Il existe de nombreux moyens d'enrayer la machine. Utilisons-les sans modération et utilisons des modes de luttes et d'organisation plus efficaces, plus horizontales, plus directes, en tapons là où il ne s'y attendent pas.

### • Survivre pour produire ou produire pour vivre ?

Au delà du simple rapport de force avec le patronat, il se pose la question de nos vies dans un système qui n'a d'autre fin que lui-même et qui ne se soucie pas des dommages collatéraux qu'il cause. Que voulons-nous ? Notre seule perspective doit elle être de subir le joug du salariat pour produire et consommer ce qui les enrichit ? Ou de s'organiser pour produire ce dont nous avons réellement besoin et de décider collectivement de nos besoins et du sens de notre travail ? Faut-il continuer à laisser la valeur ajoutée de notre travail aux bourgeois et aux banquiers ? Ou se passer des patrons et bourgeois pour se

**Prochaine réunion du comité de rédaction ouvert : lundi 1<sup>er</sup> février 2009 - 18 h 00 - local de La Niche, 133 quai Paul Bert**

[groupe.electron.libre@gmail.com](mailto:groupe.electron.libre@gmail.com)  
<http://groupeelectronlibre.blogspot.com/>

répartir entre nous, selon les modalités que nous aurons définies collectivement, la production ? Devons nous encore considérer le fait de voter pour quelqu'un, qui ne représente au final que lui-même, comme un acte politique ? Ou décider que la seule volonté qui vaille est la notre et donc que la voix de chacun doit pouvoir influencer sur les décisions collectives ?

### • Une révolution, pourquoi pas ?

Fi des lancés de pavé et des affrontements épiques face aux hordes de CRS casqués et armés comme autant de soldats soumis au capital qu'ils sont. Des manifestations comme à Strasbourg ou à Calais nous interrogent sur nos moyens et méthodes. Face à une machine de guerre (sociale) qui met dans la rue 2 flics contre un manifestant et déploie des méthodes de l'armée pour réprimer les révoltes légitimes, comment faire poids, comment faire face, tout simplement comment éviter la prison sans pour autant se taire et se cacher la tête dans le sable ?

Ce qui caractérise une révolution c'est un changement global et radical de nos modes de vies et nos façons de penser, du système d'organisation et des rapports entre les gens. Il n'y a heureusement pas de « manuel du révolutionnaire pour la construction de la société idéale », tout reste à imaginer et à construire en fonction de nos envies de nos rêves et de ce que nous avons appris des expériences passées.

Car nous sommes plus nombreux qu'eux. Si nous arrêtons de les porter sur notre dos : ils tombent, parce qu'ils n'ont que ce qu'on leur donne et laissons entre leurs mains. Il est temps de leur faire payer rubis sur l'ongle la dette de plusieurs dizaines de siècles d'exploitation, de reprendre ce qui nous a été volé.

**Parce qu'on n'a rien sans rien et qu'il faut tout faire soi-même ici : autogestion, action directe, organisation horizontale. Le changement ne se décrète pas : il se construit !**

# Une retraite égale pour tous !

**Au sommet de Barcelone, en mars 2002, les responsables politiques des différents pays composant la Communauté Européenne (CE), ont pris l'engagement de reculer l'âge de la retraite de 5 ans d'ici 2010. Jospin et Chirac ont signé ensemble ce texte, alors que ces tristes sires, pendant la campagne des présidentielles de 2002, clamaient haut et fort qu'ils feraient tout pour préserver le régime des retraites (no comment !).**

En 2003 et malgré un grand mouvement social, Fillon, alors ministre du gouvernement Villepin, a réussi, sous couvert d'égalité (mais toujours une égalité vers le bas ! L'égalité est invoquée lorsqu'elle sert les intérêts des capitalistes), à aligner les retraites de la fonction publique sur celles du privé. Les salariés de ce secteur, avaient déjà vu l'augmentation du nombre d'annuités. Ensuite ce fût la remise en cause des régimes spéciaux de retraites (pour les cheminots...). Ces régime furent créés après la Seconde guerre mondiale sur les recommandations du Conseil national de la Résistance. Leur spécificité ne devait durer que quelque temps ; l'ensemble des régimes de retraites devaient s'aligner sur eux ! En 50 ans, c'est un véritable tour de passe passe qu'on effectué les gouvernants de droite comme de gauche !

En 2010 est prévue une nouvelle table ronde autour des retraites. Il y a lieu de craindre qu'elle se terminera par une augmentation de la durée de travail. L'hypothèse qu'on pourra bénéficier de sa retraite à partir de 70 ans n'est plus une absurdité. En effet, le

gouvernement actuel a légalisé le départ volontaire en retraite à... 70 ans. On peut raisonnablement penser que des salariés seront volontaires. Il sera alors facile d'argumenter la généralisation de cette mesure (sans doute sous couvert, encore une fois, d'égalité !) et donc de l'imposer à tout le monde. Même si ce n'est pas pour ce coup ci, le MEDEF fera pression pour que cette mesure soit votée par le parlement dans les années à venir.

Pourquoi devrait-on renoncer à nos retraites pour leurs profits ? Pourquoi eux ne renonceraient-ils pas à leurs profits pour nos retraites ?

Nous devons être une force propositionnelle, en revendiquant, dans l'immédiat, une retraite égale pour tous. Comment justifier qu'un retraité perçoive une allocation plus importante qu'un autre ? L'écart des revenus entre les retraités est justifié par le montant de leurs cotisations ; autrement dit, plus le salaire d'une personne est important, plus sa retraite l'est : plus on a d'argent, plus on en a ! Revendiquer l'égalité des allocations des retraites peut permettre d'introduire le débat sur l'égalité des salaires et remettre ainsi en cause la hiérarchie salariale que l'on connaît dans les corridors de l'exploitation capitaliste. Pour en finir avec celle-ci il faut, entre autres, que nos conditions de vie ne soient plus déterminées par le montant de nos revenus que sont les salaires et toutes les formes d'allocations liées au chômage, au RSA, à l'invalidité, aux retraites, etc. Nous ne supportons plus que tout ce qu'ils touchent se transforme en marchandise, que ce soient nos vies, nos activités, la nature, etc. ! Nous ne sommes pas des unités source de plus value, nous sommes des êtres humains !

Il faut en finir avec le calcul des retraites en fonction du nombre d'actifs. Si retraite il doit y avoir, elle doit se fonder sur le partage des richesses et devenir un revenu garanti. Ainsi on en termine avec le débat sur le supposé manque d'actifs dans les années futures ; mieux, on place les retraites au même niveau que la revendication d'un revenu garanti pour tous, revendication portée par le mouvement des chômeurs des années 90. Plus fondamentalement, revendiquer l'augmentation des revenus pour tous les exploités et opprimés, quelles que soient leurs natures (salaires, allocations...) permettrait de construire des alliances de classe en favorisant la convergence d'intérêts de différentes couches de la population que la propagande du pouvoir tend à vouloir opposer.

Plus fondamentalement, ce débat doit s'inscrire dans celui portant sur la crise de la valeur travail. En fin de compte, cette lutte sur les retraites ne doit pas nous faire oublier que nous ne concevons pas notre vie saucissonnée en fonction de notre âge (d'élève/étudiant on devient travailleur pour terminer, dans le meilleur des cas, retraité), laissant aux seuls décideurs le soin d'organiser nos vies en fonction de leurs intérêts. Notre but est encore et toujours de prendre nos affaires en mains et ce n'est pas en passant 35 h par semaine à s'user pour le profit de quelques uns qu'on pourra le faire, ou à s'échiner entre les services sociaux que sont le Pôle emploi, la CAF... pour obtenir des bouts de misère afin de nous rendre corvéables à merci !

*Collectif Unité à la base*

## De la valeur centrale du travail à une activité socialement utile



Depuis l'avènement de la société bourgeoise, le travail est une valeur centrale. Pour être plus précis, nous parlons du travail salarié, cette activité devenue une marchandise, possé-

**dant donc une valeur d'usage et une d'échange. Cette marchandise obéit aux lois du marché, avec son lot de concurrence, d'exploitation, de domination. Au sein de ce marché, l'acheteur - le capitaliste - est toujours en position dominante par rapport au vendeur - le travailleur. L'Etat est l'instrument pour maintenir cette domination. Ainsi les classes sociales sont en conflit permanent l'une cherchant à maintenir sa position dominante, les autres essayant de s'aménager des espaces vivables pour les personnes les composant ; des minorités veulent remettre en cause leur situation de dominés et d'exploités.**

Le capitalisme n'est pas aménageable, dans le sens où il ne peut exister que par les rapports sociaux fondés sur l'exploitation et la domination. Il est toujours obligé d'être dans une fuite en avant et sans fin, toujours à la recherche de profits croissants : le développement. Les exploités dans les pays dominants subissent quotidiennement ses effets dévastateurs. Les pays du Sud (dits en « développement ») en payent un lourd tribut. L'introduction aux forceps, dans la plupart des anciennes colonies, de ce concept à la fin de la seconde guerre mondiale a « développé » les rapports inégaux que nous connaissons à l'échelle de la planète, générant le néocolonialisme. Les populations des pays « émergents » ne s'en sont pas encore remises, pire elles voient leurs conditions de vie se dégrader. Les gouvernements locaux, instruments des pays dominants (l'Etat ➔

# Dis papa, c'est quoi un anarchiste ?

**Un anarchiste mon petit... c'est quelqu'un comme toi, comme moi, comme n'importe quel autre, quelqu'un qui respire, mange, défèque, jouit, pense, aime, c'est quelqu'un qui vit. A la différence près qu'un anarchiste tend à devenir libre et œuvre à la liberté de ses semblables. Cela ne fait pas de lui un quelqu'un de meilleur que les autres non, et il ne cherche pas à se hisser au dessus de qui que ce soit. L'un d'eux resté célèbre a dit que la liberté des autres étendait la sienne à l'infini. Jolie formule n'est ce pas ?**

L'anarchiste se bat, il se bat contre les injustices, contre l'aliénation, il se bat contre un système qui oppresse et détruit, de ce fait l'anarchiste est un bâtisseur. Il se bat aussi et surtout contre ce que le système induit en lui, contre la graine semée dans son cœur, la graine de la volonté de détenir le pouvoir et d'en user. L'anarchiste ne se veut ni opprimé ni oppresseur.

L'anarchiste est un bâtisseur car il aspire à construire un monde libre, une société saine pour les gens qui y vivent. Il veut défaire le tissu de mensonge pour faire éclater la vérité. Il veut passer de l'ombre à la lumière. Il veut le bien. Cela fait-il pour autant de lui un homme bon ? Ce serait trop simple... Non l'anarchiste est imparfait, médiocre, parfois mauvais, souvent perdu et surtout... il est le fruit de son époque. L'anarchiste déteste d'ailleurs les notions de bien et de mal. Mais il ne peut s'empêcher en son fort intérieur de penser qu'il est dans le vrai, dans le bon, dans le juste.

Il a les larmes et le sourire comme compagnons, il lutte pour l'établissement de liens fraternels entre les hommes. Souvent la colère l'accompagne sur le chemin mais il a tendance à l'écarter car il la sait mauvaise conseillère. C'est cependant une alliée cette colère et il la choisit, l'apprivoise, entretient avec elle une liaison dangereuse, voluptueuse, sensuelle. Si l'amour reste sa voie, il doit vivre avec la haine.

L'anarchiste croit bien qu'il s'en défende.

Il ne croit pas en la bonté intrinsèque de ses semblables, il ne croit pas non plus en un Dieu tout puissant (encore que...), il croit en l'anarchie. C'est sa foi, sa religion, son sacerdoce, parfois son martyr...

Et qu'est ce que l'anarchie me diras-tu ? L'anarchie est une manière d'organiser le vivre ensemble de la manière la plus harmonieuse qui soit, compte tenu des difficultés inhérentes à « l'état d'être » humain. Mais ça c'est une longue histoire...

Enfin mon petit ne croit pas tout ce que je t'ai dit, il y a autant de manière de se percevoir anarchiste que d'anarchistes... Et de toutes façons ils aiment contredire les gens qui font des définitions, des explications, qui mettent dans des cases pour mieux permettre aux consciences limitées, d'appréhender les phénomènes et les objets. Et puis croire autrui sans aller chercher par soi-même de quoi il retourne, ce n'est pas la meilleure des façons de se forger un esprit critique !

**Maintenant dors bien...  
le réveil sera brutal.**

➔ français fait parti des plus actifs dans le cadre de la politique franc-africaine), ne sont pas en restes et sont là pour maintenir un ordre impérialiste où dominent les échanges inégaux.

Le développement (logique intrinsèque au capitalisme) impose de transformer tout notre environnement en marchandises, limitant financièrement l'accès à des besoins vitaux, comme l'eau, la nourriture, les rapports sociaux (les fameux emplois de service)... Le productivisme est donc l'alpha et l'oméga du capitalisme, au détriment de l'environnement et du respect de la dignité humaine. La crise écologique devient un problème majeur que les capitalistes et autres décideurs politiques n'arrivent pas à résoudre. La planète commence à donner des signes de fatigue : réchauffement climatique, montée des eaux, pollution de plus en plus importante... Cela conduit à s'interroger sur les possibilités de maintenir la vie, en particulier, humaine sur la terre.

Pendant longtemps, on nous a présenté le capitalisme comme source de progrès : progrès technologique, progrès pour l'humanité... Mais celui-ci est source de destruction, d'anéantissement, de mort. Le XXe siècle en est une démonstration évidente. Il est le siècle le plus meurtrier de l'histoire de l'humanité. Ce progrès, fondé sur la domination, l'exploitation, l'instrumentalisation des êtres humains à des fins qui leur échappent totalement, n'a permis que quelques uns puissent

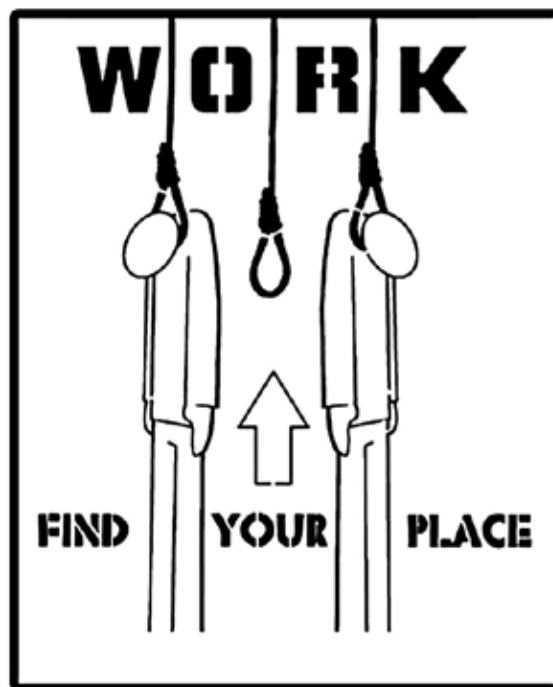
vivre (les Trente glorieuses) en bénéficiant de la destruction d'une grande partie de la planète et des populations. Maintenant, les reculs sociaux font que pour une partie de plus en plus grandissante de la population des pays du Centre tend à vivre les conditions que connaissent les personnes vivant au Sud.

Pour imposer les conditions d'exploitation que nous connaissons depuis au moins deux siècles, il a fallu rendre le travail salarié comme un élément indispensable à la vie en société ; autrement dit, il a fallu mettre en place des conditions matérielles et idéologiques n'offrant quasiment aucun échappatoire à la dure réalité de l'exploitation.

Pour pourvoir aux besoins matériels de notre existence, il est très difficile d'échapper au salariat. Au niveau idéologique, le travail doit être une valeur centrale.

La remise en cause de cette centralité et de la dépendance matérielle au travail salarié est un enjeu majeur si l'on souhaite que les êtres humains trouvent une place centrale dans les rapports sociaux. Ainsi, on peut espérer construire une autre organisation sociale fondée sur

l'égalité sociale et la solidarité. Actuellement, seule une minorité détermine les finalités de la société, en fonction de leurs intérêts privés au détriment des besoins et des aspirations de la majorité de la population. Comment s'organiser socialement pour que nous déterminions collectivement et sans volonté dominante ce que nous produisons et à quelles fins ?



Dans cette perspective, le travail (non plus salarié) doit trouver sa place : une activité socialement utile parmi d'autres.

# De quel fléau parlons nous ?

**Le ministre de l'Intérieur a annoncé dernièrement que tout serait fait pour éradiquer « le fléau de la drogue qui irrigue la délinquance ». Le gouvernement a lancé sa campagne « Les drogues, si c'est illégal, ce n'est pas par hasard ». Les médias se font l'écho de la guerre que l'état Français mène aux drogues. Saisies de cannabis, d'héroïne, de cocaïne,.. se succèdent, au grand bonheur des politicards moralistes. Les débats sur les drogues ne se font qu'en méprisants les usagers, avec l'esprit manichéen que notre éducation judéo-chrétienne entretient : « les drogues, c'est mal ! ». Mais cette position permet-elle de débattre intelligemment sur ce sujet si épineux ? Est-ce que poser ce préambule ne revient pas à bâillonner les premiers concernés ? Parce qu'on le sait bien, les « drogués » auraient leur jugement faussé par leur(s) consommation(s). La dépendance leur enlèverait toute possibilité de réfléchir à leur(s) usage(s).**

## • Quelques chiffres

Des drogues définies comme dures (à cause de leur toxicité et à la dépendance qu'elles peuvent créer) sont en ventes libres : alcool (plus de 30 000 décès en 2000) et tabac (plus de 60 000 décès en 2000) par exemple. Comparés aux plus de 30 décès de surdose aux opiacés (héroïne entre autres) en 2005, aux 7 cas de décès par cocaïne la même année, avec la quasi impossibilité d'overdose de cannabis, ces chiffres font réfléchir. C'est « deux poids deux mesures », avec d'un côté une croisade morale montrant l'usager de drogues comme un danger, un irresponsable, un parasite et de l'autre des campagnes de prévention, des labels, des taxes, du fric et une complaisance avec l'industrie du tabac<sup>(1)</sup>.

Parlons également des médicaments psychotropes, présentés à leurs débuts comme les remèdes miracles des « maladies mentales » : 11 % des Français sont des consommateurs « réguliers » (au moins une fois par semaine et depuis au moins six mois - autant dire dépendants)<sup>(2)</sup>. Les derniers chiffres montrent aussi l'inégalité de consommation entre les hommes et les femmes, ces dernières étant plus touchées par l'usage régulier<sup>(1)</sup>. Peut-être que les médicaments, rapportant beaucoup aux industries pharma-

ceutique, poussent les politiques à mettre la tête dans le sable ? En tout cas, aucun « plan de sauvegarde » n'existe pour ces personnes dépendent à la fois à un produit, au corps médical (environ 20 % des prescriptions ne reposent sur aucun diagnostic psychiatrique étayé) mais également aux prix du marché (fixé par les très libéraux groupes pharmaceutique)<sup>(2)</sup>.

## • Toxicité et dépendance

Mais finalement, de quoi parle-t-on ? De toxicité, puisque la « santé publique » est invoquée par les politiques. L'index thérapeutique, qui est la mesure de la toxicité aiguë d'un médicament, est le rapport entre la dose qui tue 50 % des sujets et la dose qui est efficace dans 50 % des cas. Plus cet index est élevé, meilleur est le profil de sécurité du médicament. Or, pour la famille des tryptamines, dans laquelle nous trouvons la DMT, le LSD, la psilocybine (champignons hallucinogènes), l'ibogaïne,... il est au-dessus de 600 ; ces substances ont donc peu de risques létaux si on les compare à d'autres comme l'aspirine (index à 199), ou à la nicotine (index à 21).

Ainsi donc, le LSD et les champignons hallucinogènes font parti des stupéfiants illégaux, alors que leur toxicité est bien moindre que la nicotine.

Pourtant la psychose est tellement bien entretenu que même les pays faisant modèles en termes de politique progressiste sont forcés de revenir en arrière. Par exemple, le suicide d'une jeune femme aux Pays-Bas, sous la pression des organisations politiques réactionnaires, pousse l'état à pénaliser la vente de champignons hallucinogènes. Sa consommation serait la cause de son suicide. L'alcool, lui, source de dérèglements psychologiques et sûrement de bien des suicides, ne subi pas le même sort. Peut-être que l'économie qu'engendre la vente d'alcool est plus bénéfique que les champignons (pouvant être cultivé facilement, la production de champi est bien plus facile que la production d'alcool) ? De plus, bien des PDL (produits PsychéDéLiques - LSD, MDMA, Kétamine, Mezcaline,...) ont fait l'objet d'études scientifiques qui ont prouvé leur quasi absence de toxicité et même leur grand intérêt dans le traitement de divers pathologies : kétamine et LSD pour l'alcoolisme et les toxicomanies, la MDMA (ecstasy) pour le traitement des phobies, des troubles obsessionnel compulsif ou encore du Syndrome de stress posttraumatique.

La dépendance est également un argument avancé par les chasseurs de sorcières. Elle vous enlèverait tout libre arbitre, donc la

possibilité d'avoir une vie sociale « normale » et « insérée ». Non seulement c'est faux - certaines drogues, comme la cocaïne, même si cela commence à changer, sont principalement consommées dans les couches sociales aisées et n'entraînent pas de « marginalisation » - mais surtout l'interdiction liée à cette dépendance est hypocrite. Une étude du CNRS de bordeaux<sup>(3)</sup> démontre la dépendance supérieur du sucre sur la cocaïne. Une autre étude, celle-là américaine<sup>(4)</sup>, démontre les causes de l'excès de consommation de sucre dans le monde. Les chiffres sont comparables aux décès annuels du tabac, à l'excès de cholestérol, au surpoids et à l'obésité. Le sucre est donc autant addictif que la cocaïne et aussi nocif que le tabac. Est-il interdit ? Condamne-t-on les accros au sucre comme les cocaïnomanes ?



## • A travers l'histoire

Les produits psychoactifs (tels qu'on devrait les nommer, et non « drogues ») ont des histoires complexes et non linéaires. Ils ont toujours été consommés à travers les siècles, dans toutes les cultures, sous différentes formes. Dans la Grèce Antique, Homère, dans l'Odysée, parle d'un étrange breuvage probablement à base d'opium, le Nepenthes, boisson procurant l'oubli des chagrins.

L'histoire montre que ce sont toujours des pouvoirs centraux (états, empires, religions) qui ont prohibé et criminalisé les psychoactifs et leurs usages, non la culture ou la population. Les premières religions monothéistes ne pouvaient accepter de rites païens, où les pratiquants consommaient des produits psychoactif, produits censés aider à avoir des « connections avec Dieu ». La « connais-

sance divine » ne pouvait se retrouver dans les mains de n'importe-quel personne : en 1484 le pape interdit la consommation de cannabis et lors de la conquête espagnole, en 1720, le cactus peyotl est interdit au Mexique. Enfin, lorsque la nation naît, et avec lui ses responsabilités comme la notion de « salubrité publique », il intervient et pénalise. Au 13<sup>e</sup> siècle, l'émir d'Égypte tente d'interdire la consommation de cannabis, dont il juge les conséquences pour le pays désastreuses. En 1729, l'empereur de Chine interdit les importations d'opium pour les mêmes raisons.

Ensuite, l'industrie, le commerce mondial et la pharmacologie se développent, ce qui permet une diffusion et une création inégalées. L'héroïne est synthétisée en 1874, la cocaïne (extraite de la feuille de coca) est développée entre 1855 et 1860, la mescaline synthétisée en 1894, l'amphétamine en 1887,... Ces substances ont toujours été développées à partir d'éléments se trouvant dans la nature, consommées dans leurs formes originales (feuille de coca, graine de pavot, cactus, champignons,...) et la plupart du temps déjà interdites par les pouvoirs religieux. Face à cette situation, où les substances sont faciles d'accès, non prohibées, développées commercialement (fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'héroïne était vendu librement en pharmacie), l'état a trié, classifié et puni. S'est développé par la suite la séparation entre les drogues licites et illicites.

### • Débats faussés

Deux raisons morales sont la source de l'interdiction des psychoactifs dans l'histoire. D'abord l'interdit religieux. Tout comme la connaissance et le savoir était entre les mains de l'organisation religieuse (lecture, écriture,...), les moyens utilisés depuis des siècles pour se trouver dans des états de conscience modifiée (ecm) - et donc en possible connexion avec le « divin » - ne devaient pas être en possession des « incultes », des « ignares » et de la populace. Les religions monothéistes ont aussi besoin de cohésion pour affirmer leur puissance : elles ne toléreront pas des rituels et des pratiques spirituelles différentes à travers le monde. La deuxième raison est la santé, la salubrité, l'hygiène publique. La mondialisation du à l'industrialisation et à la colonisation a emmêlé les cultures de consommation psychoactive : l'alcool s'est retrouvé chez les indiens d'Amérique et l'opium d'Asie en Europe. Cette acculturation des produits psychoactifs a engendré des mésusages, des abus, des ravages sociaux et a eu pour conséquence une répression pénale, sanitaire et culturelle sur les usagers encore plus forte.

Mais aujourd'hui, alors que d'autres produits sont arrivés (ecstasy, LSD,...), que la recherche a avancé, qu'il est impossible

de remonter dans le temps, les concepts de toxicité et de dépendance sont de mauvais arguments justifiant des politiques réactionnaires et intolérantes. Ce ne sont que des arguments simplistes, faciles à balancer au JT de TF1 - les faits divers aidant également l'état à renforcer ces lois sécuritaires, à augmenter les bons chiffres du ministère de l'intérieur. Il est impossible d'interdire un produit consommable pour la seule raison de sa « toxicité ». Nous arriverions à



une situation absurde d'interdiction du sucre, de l'alcool et du tabac ... Il est aussi impossible d'interdire un produit en raison de son pouvoir addictif, ou alors il faut interdire encore plus de chose. Pour l'état, c'est possible, et même plus, puisqu'il fait preuve d'ingérence dans nos vies privées en pénalisant la simple consommation. Et ce n'est pas en interdisant que l'on règle les problèmes d'addictions les plus durs, partant du principe que l'addiction et la consommation de drogue ont toujours fait parti des sociétés humaines.

En réalité, l'état ne cherche pas à régler le « problème de la drogue ». Ce « problème » est le même dans sa bouche que celui de « l'immigration » : faire peur pour avoir une population docile, pouvoir faire passer régulièrement un arsenal pénal toujours plus dur, pour contrôler et diriger la société. Pourquoi donc les médicaments psychoactifs sont-ils légaux, alors qu'ils sont souvent plus dangereux que certains produits interdits et illégaux ? La camisole sociale chimique est un bon outil de contrôle, au même titre que la police ou la prison. On endort la population. Et cela rapporte tant de fric... Pour ceux qui veulent sortir des sentiers battus (et se réveiller ?), qui veulent explorer les potentialités des champignons, de l'iboga ou du cactus, c'est l'interdiction, la difficulté à le faire dans de bonnes conditions, avec de bons produits, une sécurité maximale. C'est le manque d'information, la peur de la police et de la sanction, la notion d'interdit toujours propice à être dépassée,... Et pour les derniers, accros, ce sera le jugement, la criminalisation, le manque de moyens pour

la prévention ou la réduction des risques,...

La « drogue » n'existe pas. C'est une conception moderne d'un fait millénaire.

Aujourd'hui, la répression s'appuie sur de faux arguments. Il faut rétablir la balance et proclamer haut et fort : que chaque consommation de produit est particulière, que toute consommation n'engendre pas de dépendance, que certains produits n'en créent pas et ne sont pas toxiques. Certains rendent dépendant et l'interdiction n'en réduit pas l'usage. Un produit n'est pas par nature une « drogue » mais peut le devenir de par son usage.

« la loi du 31 décembre 1970 régit entre autres le statut des stupéfiants en France. Cette loi est issue d'une opinion publique qui, à la suite de mai 1968, pensait qu'il fallait protéger les jeunes du risque de drogues afin qu'ils ne deviennent ni hippies ni marginaux. Un des aspects totalement dépassé de cette loi est la pénalisation de l'usage. Il s'agit d'un saut qualitatif énorme. Par cette loi, on interdit à quiconque, même dans le cadre privé, même s'il ne porte atteinte à personne, d'user d'un produit au prétexte qu'il serait illicite. C'est une atteinte à la vie privée, une atteinte à l'un des droits de l'homme les plus élémentaires, celui de disposer comme il l'entend de son corps et de son esprit. » - Le psychiatre Michel Hautefeuille - Drogues à la carte.

1) Chiffres de l'Observatoire français des drogues et toxicomanies

2) Observatoire national des prescriptions et consommations des médicaments - 1997

3) Un travail collectif (University Bordeaux 2, Université Bordeaux 1, CNRS, UMR 5227) sous la direction de Serge Ahmed dans l'équipe « Neuropsychopharmacologie de l'addiction » de Martine Cador et l'unité Cnrs 5227 « Mouvement - Adaptation - Cognition » de Jean René Cazalets a conduit à travers une longue série d'expériences réalisées au laboratoire par les chercheurs Magalie Lenoir, Fushia Serre (Al) et Lauriane Cantin à la publication scientifique très remarquée au mois d'août dans PloS One, « Intense Sweetness Surpasses Cocaine Reward », conclusion assez étonnante il faut le dire, où il a été découvert et démontré chez le rat que le sucre à haute dose (naturel ou synthétique) a un potentiel addictif plus élevé que la cocaïne.

4) Une étude de la Harvard School of Public Health (États-Unis) publiée en novembre 2006 dans la revue scientifique britannique de référence The Lancet a conclu que l'excès de glucose dans le sang est la cause de plus de trois millions de décès par an dans le monde, dont 960 000 directement à cause du diabète et 2,2 millions en raison de troubles cardiovasculaires (1,5 million de décès par infarctus du myocarde (soit 21 % du total des infarctus) et 709 000 décès dus à un accident vasculaire cérébral (13 % du total des décès par AVC)). Les journalistes soulignent que « Ces chiffres sont comparables aux décès annuels dus au tabac (4,8 millions de morts), à l'excès de cholestérol (3,9 millions) et au surpoids et à l'obésité (2,4 millions) ».

# Des services publics au service des usagers !

**Cela est un lieu commun : nous assistons, bien impuissants, à la casse des services publics. Le prochain qui devrait passer à la trappe est la poste. L'introduction de capitaux privés dans son capital est prévue pour janvier 2010. C'est le PS, alors au pouvoir dans les années 80, qui a enclenché le processus, en séparant la poste des télécommunications.**

## • Des services publics auto-gérés !

On voit où a conduit la privatisation du téléphone : suicides de certains salariés. Sans doute sont-ils victimes du « nouveau management ». « Plutôt que d'obéir à des procédures formelles et à des commandements hiérarchiques venant d'en haut, les salariés ont été amenés à se plier aux exigences de qualité et de délai imposés par le "client", érigé en source exclusive de contraintes incontournables. Dans tous les cas l'individualisation des performances et des gratifications a permis la mise en concurrence des salariés entre eux comme type normal de relation dans l'entreprise. »... « Les nouvelles formes de discipline de l'entreprise néolibérale s'opèrent à plus grande distance, de manière indirecte, antérieurement ou postérieurement à l'action productive. Le contrôle s'opère par l'enregistrement de résultats, par la traçabilité des différents moments de la production (ici l'informatique joue un très grand rôle, note du rédacteur), par une surveillance plus diffuse des comportements, des manières d'être, des modes de relation avec les autres, spécialement dans tous les lieux de production de services qui mettent en relation avec la clientèle et dans toutes les organisations où la mise en œuvre du travail suppose la coopération et l'échange d'informations. » (P. Dardot/C. Laval, La nouvelle raison du monde, essai sur la société néolibérale, La Découverte 2009, pages 310 et 311) Cela conduit à la dégradation des conditions de travail des salariés. En outre, le critère de rentabilité (être le plus compétitif possible) remet en cause l'égalité de l'offre des services sur l'ensemble du pays. Ainsi, lorsqu'une zone rurale n'est pas jugée suffisamment rentable par les opérateurs, les habitants ne peuvent bénéficier de l'ADSL ou du dégroupage total, comme dans les zones urbaines.

Cette logique de concurrence est en parfaite conformité avec l'évolution du capitalisme : la globalisation. Nous devons vivre dans une compétition permanente entre les êtres humains. Cette conception sociale transforme notre planète en d'immenses marchés où chacun, chacune doit être prêt à s'enrichir

individuellement dans le cadre de la "libre concurrence" !

Pour que la poste soit la plus rentable possible, afin qu'elle puisse susciter l'intérêt des futurs actionnaires, sa direction a commencé depuis plusieurs années sa dégradation. L'envoi de colis est de plus en plus onéreux. Si l'on souhaite que notre paquet ne mette pas des jours et des jours pour arriver à son destinataire, le guichetier nous propose de payer plus chers des services qui autrefois n'avaient pas lieu d'être comme Chronopost (puisque tous les colis voyageaient à la même enseigne, sauf exception).

On assiste à une réduction significative du nombre de bureaux de poste. Par exemple, en Indre et Loire, il y avait en 2004, 164 bureaux ouverts toute la journée, aujourd'hui il en reste 37. Quant aux «relais-postes-commerçants», ils sont passés de 11 à 28 (mais ne remplissent pas les activités d'un bureau de poste). Ainsi les files d'attente s'allongent et la vente de papeterie commence à prendre le pas sur l'expédition du courrier et ne parlons pas de l'évolution bancaire de ce service ! Dans les campagnes, il faut aller au moins à 10 km. La poste a perdu nationalement 55 000 emplois depuis 2002. Elle compte actuellement 272 000 salariés (ces chiffres ont été donnés lors de la réunion publique organisée à Tours le 09/09/09 par le Comité 37 contre la privatisation de la poste).

## • Le réseau ferré n'a pas échappé aux piranhas de la finance !

La SNCF a été divisée en 3 branches : Réseau Ferré de France pour toutes les infrastructures (rails, ponts, tunnels...), le service fret et enfin le service voyageurs. Déjà le service marchandise est ouvert à la concurrence. Depuis plusieurs années, ce service privilégie les trains complets, c'est-à-dire les trains ne comportant qu'un seul type de wagons ne transportant qu'une variété de marchandises, comme par exemple les céréales ou bien l'essence. L'intérêt est important. Ce sont des trains qui traversent la France entière, voire même vont dans d'autres pays européens, sans être dételés et ils n'ont plus besoin de passer par des gares de triages, raccourcissant ainsi leur temps de parcours et donc réduisant à la portion congrue ces dernières gares. Mais cela impose le développement des transports routiers qui sont plus à même pour répondre aux besoins de la gestion à flux tendu pour les entreprises (tendre vers le zéro stock pour immobiliser le moins possible des capitaux). Dans ces conditions, le nombre de camions sur les routes ne va pas se réduire, à moins que la crise s'aggrave !

Le service voyageur va être privatisé d'ici

quelques années. Dans l'immédiat la SNCF développe les TGV et invente quand il n'y a pas de lignes à grande vitesse de prévues dans l'immédiat, comme sur la ligne Paris/Toulouse de nouveaux types de trains fondés sur le principe du TGV : les TEOZ (différence de tarifs sur un même trajet en fonction de la période de réservation qui est obligatoire).

Le service TGV est l'un des plus rentables actuellement. Il y a tout lieu de penser qu'à terme il sera privatisé. En tout cas, comme pour le service marchandise depuis quelques années, le secteur voyageur sera ouvert à la concurrence : des compagnies privées pourront affréter des trains et les faire rouler sur les rails de RFF qui vendra ainsi des itinéraires (des sillons en langage cheminot) aux différentes compagnies dont la SNCF. Résultats des courses : de nombreuses lignes de chemin de fer sont fermées ainsi que des gares. Sur certaines lignes, il n'est plus possible de voyager en dehors des TGV, augmentant le coût du transport pour les voyageurs.

Le service marchandise étant déjà ouvert à la concurrence, les conditions de sécurité (qui faisaient la gloire de la SNCF) ne sont plus respectées. L'accident survenu en juin 2009 près d'Angoulême lors d'un passage d'un train marchandise de l'entreprise privée allemande Euro Cargo Rail, en est la démonstration. L'arrimage insuffisant des marchandises sur les wagons en a été la cause. Une partie des marchandises s'étant décalée, le chargement empiétait sur l'autre voie de circulation entraînant une collision avec un train lui aussi de marchandises : une locomotive de détruite et un cheminot de blessé. On a frisé la catastrophe car il aurait pu croiser un train de voyageurs et blesser gravement bon nombre de ces derniers.

Au niveau de l'organisation, la séparation en 3 secteurs autonomes n'est pas sans conséquence. Ainsi des rapports vendeurs/acheteurs sont instaurés entre ces 3 services. RFF vend l'utilisation du réseau ferré. Cette séparation conduit également à ce que les différents services composant la SNCF ne puissent se compenser financièrement, lorsqu'il y en a un qui est en meilleure posture financière qu'un autre. Cela renforce la logique conduisant à « se débarrasser des canards boiteux » ; autrement dit, cela conduit plus facilement à réduire, voire fermer, des services jugés moins ou non rentables.

L'organisation s'en trouve alourdie sans que la qualité du service rendu en soit améliorée, bien au contraire. Par exemple, le parc des locomotives a été divisé : une partie allant au service voyageur et l'autre pour les marchandises. En cas de besoin, l'un des services doit demander à l'autre de lui prêter une machine.

Cette privatisation va aussi de paire avec la réduction du nombre de travailleurs, conduisant à une dégradation des conditions de travail, du matériel, de la sécurité et du service rendu aux usagers.

• Rien ne les arrête !?

Ainsi notre santé doit devenir rentable et ainsi augmenter les bénéficiaires des mutuelles et assurances privées. On ne compte plus les fermetures d'hôpitaux de proximité au profit de grands complexes hospitaliers, le nombre de médicaments non remboursés, l'augmentation du forfait hospitalier... Par contre, on assiste au développement de la gérontologie, source de grands profits. L'éducation est soumise au même régime : réduction du nombre d'enseignants, de personnels d'entretien et administratif. L'Université connaît depuis plusieurs années des coupes franches dans ses budgets conduisant à la dégradation de l'enseignement, l'augmentation des frais d'inscription. Les réformes ont surtout pour objectif de la soumettre aux besoins du patronat lorsque le gouvernement favorise le financement des formations par des entreprises conduisant à la remise en cause des diplômes nationaux au profit de formations déterminées en fonction des besoins du patronat local : les fameux bassins d'emploi.

La liste est encore longue. Bien évidemment, cette politique menée conjointement depuis une trentaine d'années par tous les gouvernements de droite comme de gauche a pour première finalité d'augmenter les profits des capitalistes et en particulier des actionnaires. Le but est d'ouvrir au marché la plupart des activités humaines pour qu'elles deviennent rentables au sens capitaliste du terme. Dans ce contexte, chaque individu devient l'entrepreneur de sa vie, posté à l'affût de toutes les opportunités lui permettant de réaliser des profits (c'est la seconde finalité de cette politique). Ainsi l'individu/entrepreneur « ... est un être doté d'un esprit commercial, à la recherche de toute occasion de profit qui se présente à lui et qu'il peut saisir grâce aux informations qu'il détient et que les autres n'ont pas. Il se définit uniquement par son intervention spécifique dans la circulation de biens. » (La nouvelle raison du monde, op. cit., pages 231 et 232).

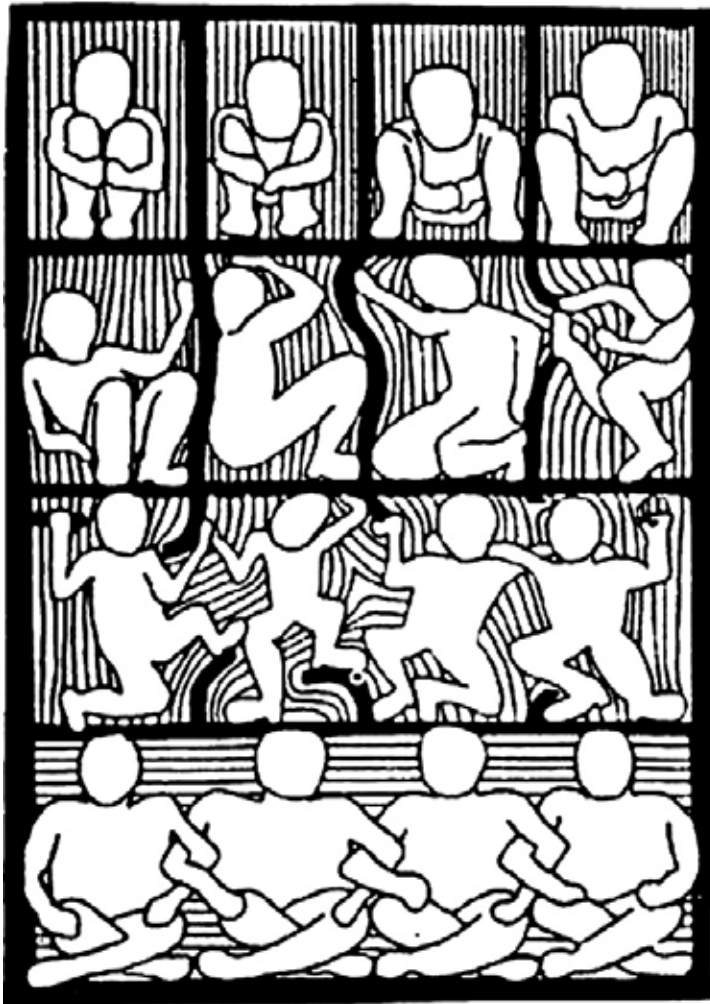
Loi du marché, concurrence entre les individus, compétition, combat sont des mots qui borborent cet univers. Ainsi la planète devient un vaste ring de boxe où la raison du plus fort

est un principe cardinal avec son cortège de domination, d'exploitation, de misère et de crise laissant sur le carreau les mauvais individus/entrepreneurs qui n'ont pas compris ou su prévoir les aléas boursiers.

• Ruptures

Pour rompre avec cette logique, ou plus clairement avec le capitalisme, nous devons au contraire lutter pour que la solidarité, l'égalité sociale soient des valeurs supplantant celles de la société bourgeoise.

Les services publics doivent être conçus de manière à répondre à des besoins élémentaires tels que l'eau, la santé ou le logement, d'autres services tels que l'électricité, internet ou les transports sont rendus indispensables



par le contexte où l'on vit. Il n'est pas normal que l'argent soit un critère de discrimination dans l'accès à ces ressources, qui permettent à chacun de mener une vie normale. L'accès à ces services doit être un droit pour chaque individu.

Il semble évident que ces dits services doivent tous être gratuits. Cela n'est pas rentable, et alors ! Rentabilité signifie dans la bouche d'un capitaliste ce qui rapporte du profit ; autrement dit ce qui engendre, renforce un partage inégalitaire des richesses.

Ces services publics ne doivent plus rester

sous la coupe de l'Etat qui a montré qu'il est prêt à les brader aux actionnaires et qu'en aucune façon il a le souci de créer des conditions de travail dignes de ce nom ; qu'il n'a que faire des besoins, en soi, des usagers. C'est toujours pour répondre aux exigences de la recherche de profits au bénéfice des capitalistes qu'il investit dans des infrastructures. Il ne perçoit les êtres humains que nous sommes uniquement comme de la force de travail vivante, qu'il faut conditionner pour en extraire toute la plus value possible !

C'est toujours l'Etat, en impulsant les politiques adéquates, en légiférant, en faisant usage de la force, qui impose la violence quotidienne du capitalisme. La société néolibérale suppose que « ... chacun est seul responsable de son sort, la société ne lui doit rien, mais il doit en revanche faire constamment ses preuves pour mériter les conditions de son existence. »... « Si l'enrichissement doit devenir la valeur suprême, c'est qu'il est regardé comme le motif le plus efficace pour pousser les travailleurs à accroître leurs efforts et leurs performances, de même que la propriété privée de leur logement ou de l'entreprise est regardée comme la condition de la responsabilité individuelle. » (La nouvelle raison du monde, op. cit., pages 296 et 297)

Pour que ces services publics nous soient enfin rendus, il importe de créer les conditions pour que ce soit à la fois les usagers et les travailleurs qui déterminent ensemble ce dont ils ont besoins et comment y répondre. Il importe de mettre en place des outils, des formes d'organisation permettant aux travailleurs de ces services et aux usagers de pouvoir construire ensemble, et de manière autonome, de nouvelles organisations et de nouvelles finalités pour lesdits services.

Cette refonte des services publics passe inévitablement par une volonté d'en finir avec le capitalisme. Il devient urgent que nous nous mettions en marche pour construire une autre société où les rapports sociaux soient au centre de son fonctionnement et non plus la recherche de profits ; où l'exploitation et la domination ne seront plus que des mots rencontrés dans des archives rangées dans des bibliothèques. Cela suppose d'en finir avec toutes formes de hiérarchie sociale. On pourrait résumer le problème ainsi : comment s'organiser socialement pour que nous prenions nos et les affaires en mains ?

*Collectif Unité à la base*

# Appel à contribution pour le journal électronique libre

Les médias ont tendance à diffuser les idées de ceux qui les possèdent comme l'état, les marchands de canons, des bétonneurs et toute la bande des voyous capitalistes.

On peut y trouver en fouillant bien des reportages people de notre premier nain de France (je m'excuse auprès des nains qui se sentiraient insultés), des argumentaires fallacieux pour un capitalisme vert ou un capitalisme moral, des faits divers aussi sanglants que sordides qui ont pour but de nous faire oublier les informations importantes. D'autres faits divers où les coupables sont les fous/noirs/arabes/sans-papiers/musulmans/terroristes/chômeurs/drogés/pédés/syndiqués/putes/... dont le seul but est de nous rappeler à quel point notre beau pays est dangereux, et surtout ô combien sont justifiées toutes ces mesures sécuritaires dont le seul but est de nous protéger contre eux. Et au passage de contrôler tout ce qui peut l'être dans ce qu'il reste de nos vies pour empêcher toute prise de conscience et faire avorter toute tentative de révolte, collectives ou individuelles.

Par contre, on ne trouve pas d'information sur les mensonges des politicards, pas d'informations sur les luttes en cours, sur les abus commis par la milice nationale, sur les régressions des droits (ou de leur « accès »). Ou alors à la sauce capitaliste et/ou impérialiste, comme pour les « plans sociaux » (simplement s'en foutre pleins les

poches) ou les « guerres préventives ».

Plutôt que de leurs laisser le monopole de l'information frelatée nous avons choisi de créer nous même notre propre média, il doit permettre de faire connaître les idées anarchistes au public. D'aller à la rencontre des luttes en cours. De traiter de sujets qui nous tiennent à coeur, de montrer un autre regard sur ce qui nous entoure, et nous normalise, aliène, exploite, domine.

Pour cela le journal est autofinancé par les cotisations du groupe anarchiste l'Electron Libre. Chacun est libre d'y écrire. La seule « contrainte » étant de respecter les objectifs politiques du groupe (voir ci-contre).

C'est pour cela que nous lançons un appel à contribution. Nous vous invitons à nous envoyer vos articles et éventuellement à venir en débattre lors d'un comité de rédaction. Si vous avez une idée, si vous voulez parler d'une lutte à laquelle vous participez ou dont vous êtes témoins, si vous voulez parler de quelque chose d'abérant qui se passe ou s'est passé près de chez vous.

Vous pouvez aussi aller sur Internet et trouver les articles du journal, les textes du groupe ...

<http://groupeelectronlibre.blogspot.com/>

Contactez nous (mail groupe) :  
[groupe.electron.libre@gmail.com](mailto:groupe.electron.libre@gmail.com)

Prochaine réunion du comité de rédaction ouvert : Lundi 1<sup>er</sup> février 2009 - 18 h 00 - local de La Niche, 133 quai Paul Bert

## Nos objectifs

- L'émancipation et l'autonomie de tous les individus.
- La reconnaissance de l'individu comme entité de base de toutes organisations sociales.
- L'égalité sociale, économique et politique de tous les individus.
- L'abolition des rapports de domination, d'exploitation et de coercition.
- L'organisation et la possession collective ou individuelle des moyens de production sans spoliation ni profit (autogestion).
- La primauté de la valeur d'usage sur la valeur d'échange.
- L'égalité d'accès dès la naissance et tout au long de la vie de chacun, à l'éducation et à l'instruction dans tous les domaines.
- La libre association des individus.
- Le droit à chacun d'exprimer librement son opinion.
- L'émancipation intellectuelle des individus, c'est à dire la suppression de tous les obscurantismes (religieux, scientifiques, nationalistes,...)
- La liberté de circuler et l'abolition des frontières, ainsi que la libre utilisation de l'espace publique.

## *Des papiers pour tous et toutes !*

**L'Europe se lave les mains sur la question des migrants. En effet, le nombre de camps de rétention ne cesse d'augmenter dans toute l'Europe. Les conditions de rétention sont de plus en plus dures, de plus en plus inhumaines...**

Lorsque l'Europe a décidé, il y a quelques mois, de légiférer sur la durée maximale de rétention (18 mois), la rétention aux Pays-Bas était illimitée. Les sans-papiers passaient des années en tôle, étaient relâchés pour quelques heures, puis repris et de nouveau enfermés, avant d'être déportés.

En Suisse, on parle de camps de déportation, en Italie, les autorités agissent dans le bassin méditerranéen en refoulant les canots des migrants, souvent violemment. En Grèce, on enlève toutes traces de leur passage en Europe. S'il le faut, on les met à poil, avant de

les remettre dans les canots et de les envoyer en Turquie, loin des européens, de l'opinion publique, et des médias collabos.

Ainsi que L'Europe nie et refuse de gérer l'immigration, en subventionnant des camps aux portes de l'Europe, là où la torture et les mal-traitements sont monnaies courantes.

**Contre la xénophobie d'état !  
Feu aux camps de rétention !  
Liberté de circulation  
et d'installation !**

